

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-tres-charismatique-et-mediatique-chef-de-la-gauche-est-destitue-au-Mexique>

Le très charismatique et médiatique chef de la gauche est destitué au Mexique

- Les Cousins - Mexique -

Date de mise en ligne : vendredi 8 avril 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Alexandre Peyrille

AFP. México, le jeudi 07 avril 2005

Les aspirations présidentielles du porte-drapeau de la gauche mexicaine et favori du scrutin de 2006, Andrés Manuel Lopez Obrador, sont compromises : la chambre des députés a voté jeudi la levée de son immunité et la destitution de son poste de maire de México.

[JPEG - 8.8 ko] **Andres Manuel Lopez Obrador**

Jeudi, devant environ 150.000 partisans réunis dans le centre de Mexico, il a dénoncé un « complot », une « farce » judiciaire et affirmé que, même s'il était incarcéré, il serait candidat à l'investiture du Parti de la révolution démocratique (PRD) pour la présidentielle.

Le parquet général de la République a obtenu jeudi de pouvoir poursuivre le maire de Mexico pour avoir fait construire une voie d'accès à un hôpital, en dépit d'une décision judiciaire l'interdisant. Un juge pourrait prononcer l'incarcération de Lopez Obrador dans le cadre de cette affaire.

L'accusation est considérée comme dérisoire par la majorité des Mexicains, mais elle pourrait conduire Lopez Obrador en prison. Il a martelé qu'il « était prêt à aller en prison » et qu'il ne paierait pas de caution pour éviter d'être incarcéré.

Le chef de file de la gauche mexicaine se dit victime d'un « complot politique » et d'une « farce » judiciaire, « pour que mon nom n'apparaisse pas sur les bulletins de vote en 2006 ».

Ses adversaires politiques -le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir de 1929 à 2000) et le Parti d'action nationale (PAN) du président Vicente Fox- ont voté en faveur de la levée de l'immunité.

« Il y a lieu de poursuivre pénalement Andrés Manuel Lopez Obrador », il « est suspendu de ses fonctions tant qu'il fera l'objet d'une procédure judiciaire », affirme le texte voté par les députés. Il sera aussi privé de ses droits civiques jusqu'au terme de la procédure.

Avant d'aller défendre sa cause devant les députés, le maire de México avait déclaré à la foule : « Je vous annonce que, où que je sois (même en prison), je participerai aux élections internes de mon parti, pour être candidat à la présidence de la République ».

« Ils veulent lever mon immunité, m'emprisonner et me destituer, pour ouvrir une voie d'accès à un hôpital. Le Mexique n'est pas un État de droit », a-t-il déclaré dans l'hémicycle, durant son plaidoyer.

De nombreux observateurs craignent que la mise à l'écart de Lopez Obrador de la course à la présidentielle ne provoque une crise politique.

Le maire de Mexico a promis que ce jeudi 7 avril marque le début d'un mouvement de « résistance civile pacifique » dirigé par ses plus proches collaborateurs et convoqué une manifestation de protestation pour le 24 avril.

Les députés du PAN et du PRI soutiennent qu'il s'agit d'une affaire purement juridique et que Lopez Obrador se retrouvait désormais devant la justice d'un État de droit.

Personnage le plus charismatique et médiatique du paysage politique mexicain, il est souvent considéré comme politiquement proche du président mexicain Hugo Chavez ou du Brésilien Lula.

Cet avocat de formation, âgé de 51 ans, a construit sa popularité auprès des plus pauvres grâce à des mesures d'aide sociale aux mères-célibataires, retraités, handicapés et enfants des rues, jugées populistes par ses adversaires.

Dans leur éditorial jeudi, le New York Times et le Financial Times se sont exprimés contre le processus engagé contre Lopez Obrador. « La campagne présidentielle rappelle les vieilles mauvaises habitudes, quand le PRI truquait les élections pour ses candidats », note le New York Times.

Le très conservateur Financial Times juge que l'affaire « pourrait profiter à Lopez Obrador et lui permettre de se présenter comme un martyr politique ».